

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de lutter

Selon un rapport récent du Bureau International du Travail, un milliard de personnes, soit un tiers de la force de travail globale, sont au chômage ou sous-employées (*The Guardian*, 24 septembre 1998). Le BIT ajoute que d'ores et déjà "...10 millions ont été privées d'emploi cette année uniquement à cause de la crise financière qui s'est déclarée en Asie". Ces chiffres, officiels, ne rendent que partiellement compte de la descente aux enfers du système capitaliste et des souffrances immenses qu'il inflige à l'humanité. La déferlante de la crise économique au niveau mondial est en train de véritablement prendre toute son ampleur et se traduit par une accentuation et une accélération faramineuse des attaques contre les condi-

tions de vie de la classe ouvrière et vont très vite rendre caduques toutes les évaluations actuelles sur son impact. Aujourd'hui, le ton de la bourgeoisie et de ses médias n'est plus à la minimisation des conséquences de la crise asiatique sur les pays développés et c'est au sein de ces derniers que commencent à pleuvoir sans discontinuer les annonces de restructurations et de licenciements dans tous les secteurs, tandis que pour ceux qui ont encore un emploi, c'est à une aggravation sans précédent des conditions de travail qu'ils sont soumis. Ainsi, dans le secteur informatique, supposé être l'industrie du futur, le groupe américain Motorola envisage de supprimer 15 000 emplois (soit 10% de ses effectifs) d'ici à la mi-1999 ; dans

le textile, le groupe Levi Strauss prévoit de fermer une usine sur trois en Europe et deux aux Etats-Unis ; Gillette a annoncé 4 700 suppressions d'emplois, Goodyear 800. Chez Usinor en France, c'est 10 000 emplois qui sont sur la sellette, tandis qu'on annonce la fermeture des Chantiers Navals du Havre ; en Grande-Bretagne, où le fameux "modèle anglo-saxon" a fait long feu, toutes les principales branches vont licencier à tour de bras, comme l'annoncent les 1500 licenciements chez Rover. Partout l'heure est à l'annualisation du temps de travail (c'est-à-dire une main d'oeuvre plus disponible), à la généralisation de la précarité (une main d'oeuvre plus "mobile"), au blocage des salaires (une main d'oeuvre moins chère). Tout

cela et les quelques exemples donnés plus haut, pris parmi des dizaines d'autres, montrent le caractère international de la crise du capitalisme, clairement touché au coeur, au sein des pays les plus industrialisés. Aucun capital national ne saurait échapper à la récession qui s'amorce et qui ne peut qu'entraîner des rafales croissantes d'attaques tous azimuts.

Dans ce contexte sombre, la classe ouvrière n'a pour se défendre pas d'autre alternative que d'entrer en lutte. Et, dans la situation présente, elle démontre que sa force potentielle est toujours intacte. Les luttes qui ont surgi ces derniers temps dans les pays les plus développés sont une indication de la lente mais réelle remontée de sa com-

bativité. La grève à General Motors cet été (voir RI n°282), la manifestation des ouvriers du bâtiment à New-York à la même époque, la grève des transports récente en France (voir article dans ce numéro) ou encore la grève de un million deux cent mille travailleurs en Norvège mi-octobre contre la réduction des congés payés, tous ces mouvements de lutte se sont déroulés à partir de revendications ouvrières pour lutter contre l'aggravation énorme des conditions de travail et plus largement des conditions de survie. Bien sûr, toutes ces luttes sont étroitement contrôlées par la bourgeoisie et ses syndicats. Il n'en reste pas moins que le mécontentement et la colère sont au coeur de la volonté de se battre.

A la fin d'une décennie qui, avec l'effondrement du stalinisme, avait débuté par l'énorme mensonge du "capitalisme éternel", la crise montre clairement que le prolétariat n'a rien d'autre à attendre de ce système que du sang et des larmes. Après avoir subi un recul de sa conscience de classe pendant près de dix ans, la classe ouvrière peut et doit reprendre confiance en ses propres forces. Elle n'a pas d'autre choix que de riposter et de répondre de plus en plus massivement aux attaques de la bourgeoisie menées par des gouvernements de gauche dans la plupart des grands pays industrialisés. Au cours du développement de ces luttes, elle va se retrouver inévitablement confrontée au travail de sabotage des syndicats qui, dès aujourd'hui, organisent la dispersion et l'enfermement des luttes pour les freiner et les saboter, en connivence avec leurs propres gouvernements. Dans ce contexte, les ouvriers seront amenés à renouer avec leurs expériences des années 80 où ils avaient appris, non seulement à se méfier des syndicats, mais aussi à s'organiser en dehors et contre eux à travers les assemblées générales et à prendre en main l'extension de leurs luttes. C'est seulement ainsi que la classe ouvrière pourra affirmer une perspective révolutionnaire, la seule capable d'ouvrir une alternative à la faillite du capitalisme.

SB

GRÈVES DANS LES TRANSPORTS PUBLICS

Une manifestation de la combativité ouvrière montante

Tout au long du mois d'octobre, une série de grèves ont éclaté dans les transports publics, métros et bus parisiens, RER, réseaux de banlieue de la SNCF, immobilisant plusieurs jours durant les transports de la capitale. Rapidement ces grèves ont fait tâche d'huile en province : tant à la SNCF, comme dans les régions de Lille, Rouen ou Chambéry que dans les transports urbains, bus et métros, de plusieurs grandes villes.

La montée de la colère ouvrière

Ces grèves n'ont rien eu d'un plan soigneusement orchestré par les syndicats comme cela a été souvent le cas ces dernières années, notamment avec le fameux "grand mouvement" de décembre 95. Dans tous ces mouvements, l'étincelle qui a mis le feu aux poudres a été allumée par la recrudescence d'aggressions dont sont victimes les conducteurs de bus ou de trains et les conditions d'insécurité dans lesquels les employés des transports sont contraints de travailler. A la RATP (où, dès fin septembre des mouvements sporadiques ont éclaté dans certains dépôts de banlieue), comme à la SNCF (où c'est à la gare St Lazare que le mouvement a éclaté d'abord), des assemblées générales se constituent en solidarité avec les collègues agressés. Loin d'en rester à une protestation sur le thème de "l'insécurité", très vite ces AG mettent en avant des revendications beaucoup plus larges, exprimant tout le ras-le-bol

accumulé depuis des années : la dégradation des conditions de travail, les horaires intenablement, les services de bus de plus en plus réduits qui les contraignent à rouler en permanence bondés et qui ne peut que faire monter la tension parmi les passagers, le vieillissement du matériel roulant et les économies faites sur sa maintenance. Enfin et surtout, les suppressions incessantes d'emplois et leur corollaire : des charges de travail toujours plus lourdes pour des effectifs toujours plus réduits.

Immédiatement, les syndicats "colent" à la mobilisation et se portent à sa tête en lançant des appels à la grève sans préavis. Ce sont eux qui vont aussi se charger de "l'étendre", comme à la RATP où, début octobre, ils lancent un mot d'ordre de grève dans les 23 dépôts de bus de la capitale. Il n'est pas question pour eux de laisser ce mouvement partir et encore moins se développer sans eux. Et s'ils s'empressent d'en prendre le contrôle, c'est autant pour être mieux à même d'organiser une rapide reprise du travail que pour tenter de focaliser le plus possible les revendications sur la seule question de "l'insécurité", avant que le mouvement n'aille plus loin dans la formulation de ses revendications de classe. Même scénario à la SNCF où les syndicats, notamment la CGT, relancent les grèves chroniques de la ligne C du RER qu'ils contrôlent parfaitement depuis des mois, ce qui leur permet de noyer le mouvement qui, parti de St Lazare début octobre, touche les autres gares parisiennes dans les jours qui suivent.

Au début, le gouvernement croit encore mettre fin au mouvement en "lâchant"... la mise à disposition de deux compagnies de CRS pour assurer la sécurité des transports. Peine perdue, ce n'est pas "plus de flics" que les grévistes réclament, mais des embauches ! Le discours des syndicats qui, comme toujours, apparaissent comme les seuls "interlocuteurs" du gouvernement et des médias, se radicalise. Après avoir tenté d'étouffer la volonté d'autres parties de la SNCF de se joindre au mouvement sous le prétexte qu'elles ne seraient pas concernées par les "problèmes d'insécurité du trafic banlieue" (comme à Sotteville-les-Rouen), ils sont contraints de mettre en avant ouvertement la question des embauches pour éviter d'être débordés par la tendance du mouvement à s'étendre autour de revendications unificatrices de classe.

Une réponse de classe à la décomposition sociale

Cette question de l'"insécurité" en général, et du développement de la délinquance juvénile dans certains quartiers désignés en particulier, est un terrain fertile pour les manipulations de l'Etat. Celui-ci s'en sert en effet abondamment, non seulement pour faire accepter à la population, et surtout à la classe ouvrière, un flicage toujours plus systématique sur ses lieux d'habitation, mais pour lui renvoyer un sentiment d'impuissance face à l'irrésistible montée d'une violence absurde et désespérée, tout en rendant responsables les

ouvriers eux-mêmes qui sont culpabilisés sur leur rôle de parents.

C'est ainsi qu'il y a environ un an, une large publicité avait été faite à plusieurs grèves dans les transports en commun déclenchées à ce propos un peu partout en France. A l'époque, ces grèves avaient été largement montées en épingle et exploitées par le gouvernement, le ministre de l'intérieur, les syndicats et les médias pour justifier tout une propagande de l'Etat sur le thème de "la jungle des banlieues" et pour faire passer de nouvelles mesures de renforcement de la répression policière. Tout avait été alors mis en oeuvre pour que cela soit les grévistes eux-mêmes qui prennent pour cible la jeunesse désœuvrée des banlieues, montrée du doigt par les médias, et pour qu'ils réclament contre elle la protection policière de l'Etat. Confrontés à la misère et à la décomposition sociale

(SUITE PAGE 3)

Dans ce numéro

Allemagne 1918 : il y a 80 ans, le prolétariat mettait fin à la Première Guerre mondiale	p. 2
Lycéens : une agitation qui arrange bien le gouvernement	p. 3
Crise économique : l'Etat, dernier rempart du capital	p. 4
Elections en Allemagne : avec la gauche comme avec la droite, toujours plus de misère et de militarisme	p. 5
Kosovo : Etats-Unis, France, Allemagne : tous des gangsters impérialistes	p. 5
Courrier de lecteur : la dénonciation de la barbarie capitaliste au coeur de l'intervention des révolutionnaires	p. 6
Parasitisme : Mouvement communiste contre la Gauche communiste	p. 6
Histoire du PCF Le PCF contre la reprise des combats de classe (1968-1978) :	p. 8

Il y a 80 ans, le prolétariat mettait fin à la Première Guerre mondiale

La bourgeoisie se prépare aujourd'hui à commémorer le quatre-vingtième anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918 qui, selon ses dires, aurait consacré la capitulation des troupes du Kaiser et de ses alliés et la "victoire militaire" des forces de l'Entente. A travers ce mensonge, elle réécrit une fois de plus l'histoire à sa façon, en escamotant la réalité. Elle tente ainsi de passer sous silence que c'est le soulèvement révolutionnaire du prolétariat en Allemagne qui a mis fin à la première boucherie mondiale. C'est sous

la menace directe de l'extension de la vague révolutionnaire internationale, commencée l'année précédente en Russie, au cœur du prolétariat développé d'Europe occidentale, que la bourgeoisie est contrainte de mettre fin à ses règlements de compte impérialistes. L'armistice de 1918 allait permettre à la bourgeoisie de rassembler ses forces contre l'ennemi commun : le prolétariat. C'est pour rétablir cette réalité que nous republions ci-dessous un article déjà paru dans RI n° 173, il y a dix ans.

Le 4 novembre 1918, les marins de la côte baltique allemande se mutinaient à Kiehl contre l'ordre militaire d'embarquer pour une nouvelle bataille navale.

Le point d'ébullition du mécontentement contre la guerre était atteint. Après quatre années d'un massacre meurtrier, les travailleurs étaient complètement saturés de la guerre et ne voulaient plus payer le prix de ce massacre. L'Etat-major, de son côté, voulait imposer la continuation de la guerre par la répression brutale : il infligea des punitions draconiennes contre les marins rebelles.

Immédiatement une large vague de solidarité embrasa Kiehl. Les ouvriers débrayèrent, les soldats désobéirent aux ordres. Comme cela s'était déjà produit à Berlin au début de l'année, ils formèrent des conseils d'ouvriers et de soldats. Cette vague se propagea immédiatement à toutes les principales villes d'Allemagne : le 5 et 6 novembre, Brême et Lübeck entrèrent en action ; Dresde, Leipzig, Magdebourg, Francfort, Cologne, Hanovre, Stuttgart, Nuremberg, Munich furent entre les mains des conseils d'ouvriers et de soldats les 7 et 8 novembre. En une semaine, il n'y eut plus une seule ville allemande sans conseils d'ouvriers et de soldats.

Le 9 novembre, des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats prirent la rue à Berlin, ce qui constitua naturellement le centre du soulèvement pendant cette période initiale, là où le gouvernement avait auparavant déplacé les ba-

tailillons qu'il considérait comme les plus "loyaux". Le matin du 9 novembre, "les usines se vidèrent elles-mêmes à une vitesse incroyable. Les rues furent envahies de puissantes masses de gens. A la périphérie, où sont situées les plus grandes usines, des colonnes se formèrent, qui se répandirent au centre ville (...) Quand des soldats se trouvaient là, sans même avoir été appelés à le faire, ils rejoignaient volontairement les cortèges d'ouvriers. Hommes, femmes, peuple en armes envahirent les rues vers les casernes les plus proches" (R. Müller, *La révolution de novembre*, Vol. 2, p. 11). Les troupes restées jusque là loyales au gouvernement changèrent de camp, se rallièrent aux rebelles et remirent leurs armes aux ouvriers. Le quartier général de la police, les grands journaux, les bureaux de poste et télécommunication, le Reichstag (parlement) et d'autres bâtiments gouvernementaux furent occupés ce jour-là par des ouvriers armés et des soldats. Les prisonniers furent libérés de leurs cellules. Beaucoup de fonctionnaires s'enfuirent. Le conseil suprême des conseils d'ouvriers et de soldats formé à Berlin se proclama conseil exécutif (Vollzugsrat).

Le 11 novembre 1918, l'armistice réclamé aux Alliés par l'Etat-major allemand dès le 7 était signé. La première boucherie impérialiste mondiale, qui avait coûté 20 millions de morts et d'innombrables blessés, était terminée.

Une vague révolutionnaire mondiale

Avec ce mouvement insurrectionnel, les ouvriers en Allemagne avaient mis en mouvement la plus grande lutte de masse de leur histoire. Toutes les trêves sociales, que les syndicats avaient signées durant la guerre, et la politique de paix entre les classes (Burgfrieden), volèrent en éclats sous les coups de la lutte de classe. Avec ce soulèvement, les ouvriers se remettaient de la défaite d'août 1914, et relevaient la tête. Le mythe d'une classe ouvrière en Allemagne paralysée par le réformisme était en train de s'effondrer. Les ouvriers en Allemagne employèrent les nouvelles armes de lutte qu'ils avaient déjà utilisées

avec succès les ouvriers en Russie en 1905 et 1917 : grève de masse, assemblées générales, formation de conseils ouvriers, manifestations de masse, en d'autres termes l'auto-initiative des ouvriers eux-mêmes.

Dans le sillage du prolétariat en Russie, qui avait renversé avec succès la classe capitaliste un an auparavant, avec le soulèvement ouvrier et un début de formation de conseils en Hongrie et en Autriche en 1918 également, les ouvriers en Allemagne se portaient à la tête de la première grande vague révolutionnaire internationale de luttes nées de la guerre.

1914-1918 : La social-démocratie et les syndicats, fers de lance contre le prolétariat

Mais, alors qu'au niveau local partout surgissaient des centres d'activité prolétarienne, la classe dominante ne restait pas inactive. Les exploiters, et les militaires dans leurs rangs, avaient besoin d'une force avec laquelle ils pourraient s'opposer à l'extension de ce soulèvement révolutionnaire. Tirant les leçons de l'expérience russe, la bourgeoisie allemande prit les choses en main, ce que le général Groener, chef militaire suprême, rapportera plus tard en ces termes : "A mon avis, il n'existait aucun parti en Allemagne à ce moment-là possédant suffisamment d'influence sur la population, particulièrement au sein des masses, qui aurait pu suffire pour restaurer l'autorité du gouvernement avec le commandement militaire suprême. Les partis de droite avaient complètement disparu, et naturellement il était hors de question de se joindre

aux radicaux extrémistes. La seule alternative était pour le commandement militaire suprême de faire une alliance avec la social-démocratie majoritaire (...) Nous nous sommes alliés pour combattre la révolution, pour combattre le bolchevisme (...) Le but de notre alliance, sur laquelle nous nous étions mis d'accord le soir du 10 novembre, était la résistance totale à la révolution, le rétablissement d'un gouvernement de l'ordre, l'installation de cette force gouvernementale par le pouvoir de la force militaire, et la convocation la plus rapide possible d'une Assemblée constituante." (W. Groener, sur l'accord entre le commandement militaire suprême et F. Ebert le 10 novembre 1918). Le SPD était à nouveau l'axe central de la politique du capital, comme il l'avait été en août 1914, et parce qu'il avait montré tout au long de la guerre

combien il était devenu un pilier fondamental de la structure capitaliste.

Le 4 août 1914, la fraction parlementaire de la social-démocratie, à travers sa direction de droite, avait trahi les intérêts du prolétariat en votant les crédits de la guerre impérialiste. Elle avait mobilisé pour la guerre, malgré l'intense résistance d'une minorité révolutionnaire, dont les représentants les plus connus étaient Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Otto Rühle, qui s'organisa plus tard dans le Spartakusbund essentiellement à Berlin, et comme Linksradikalen (Radicaux de gauche) en particulier dans le nord et le centre de l'Allemagne.

Mais l'opposition contre cette politique guerrière avait grandi, à la base, avec des grèves qui secouèrent de plus en plus l'Allemagne en 1916-17, et sous la pression des événements de Russie en 1917. L'emprisonnement de Rosa Luxemburg peu après le début de la guerre pour la réduire au silence, et même le confinement en forteresse de Karl Liebknecht ne purent faire taire ces voix les plus connues de la classe ouvrière, mais au contraire stimulèrent les forces de résistance des ouvriers contre la guerre. Ainsi, en juin 1916, à Berlin, 55 000 ouvriers avaient débrayé

Les appels à "l'unité", pour cacher les contradictions de classe

Alors qu'en Russie le gouvernement bourgeois provisoire, après la chute du tsar en février 1917, avait continué la guerre impérialiste et provoqué ainsi une résistance plus âpre des ouvriers, des soldats et des paysans, la classe capitaliste en Allemagne réagit rapidement et avec prévoyance. Le 9 novembre, le kaiser (empereur) fut déposé et envoyé en exil. Deux jours après, l'accord de cessez-le-feu était signé, enlevant l'épine la plus douloureuse dans la chair de la classe ouvrière. La raison initiale de la révolte des soldats était écartée. De plus, en même temps que la destitution du kaiser et l'accord de cessez-le-feu, la remise du gouvernement aux mains du SPD fut le pas décisif pour contenir les luttes. Le 9 novembre 1918, trois chefs du SPD (Ebert, Scheidemann, Landsberg), avec trois dirigeants de l'USPD, formèrent le conseil des commissaires du peuple, un gouvernement bourgeois, serviteur du capital, malgré la résistance des Spartakistes et d'autres membres de l'USPD.

Il était clair pour beaucoup que le SPD agissait comme fer de lance contre la révolution. "Le socialisme gouvernemental se pose, avec son entrée actuelle dans le gouvernement, comme sauveur du capitalisme s'opposant à la révolution prolétarienne montante. La révolution prolétarienne marchera en avant sur son cadavre." (Rosa Luxemburg). "Scheidemann et Cie, les socialistes gouvernementaux vous ont poussé dans les horreurs de la guerre pendant de longues années, vous ont dit que vous deviez défendre la patrie, alors qu'en réalité seuls les intérêts des brigands de l'impérialisme étaient en jeu. Maintenant, alors que l'impérialisme allemand s'effondre, ils essaient de sauver pour la bourgeoisie ce qui peut être sauvé et tentent d'étouffer les énergies révolutionnaires des masses. (...) Il ne

et manifesté contre la guerre impérialiste et la condamnation de Liebknecht. Comme en Russie, ce ne fut pas le pacifisme qui mit fin à la guerre en Allemagne, mais seulement la lutte de classe du prolétariat. Au sein du SPD, l'opposition avait refusé de payer les cotisations à la direction, de plus en plus de journaux et un nombre croissant de sections locales prenaient position contre la guerre. Dès que la direction SPD loyale au capital avait commencé à être menacée de perdre la majorité, en avril 1917, elle avait expulsé l'opposition. Les exclus avaient fondé un nouveau parti : l'USPD (Parti socialiste indépendant d'Allemagne). (1)

Les syndicats aussi avaient été les plus proches alliés du capital durant la guerre. Au début de la guerre, ils avaient immédiatement déclaré toutes les grèves interdites. Quand, malgré cela, grèves et manifestations avaient commencé à augmenter à partir de l'été 1916, les ouvriers les plus combatifs étaient dénoncés aux autorités par les syndicats et envoyés comme chair à canon dans les massacres sur le front. Les syndicats prouvaient qu'ils étaient devenus des organes de l'Etat, une véritable force de police au sein des usines.

peut y avoir aucune coopération avec ceux qui vous ont trahi pendant de longues années. A bas le capitalisme et ses agents !" (*Rote Fahne*, organe central des Spartakistes, 10 novembre 1918).

Mais, alors que tout au long de la guerre de plus en plus d'ouvriers avaient commencé à comprendre le rôle véritable de la social-démocratie majoritaire, le SPD s'efforça de cacher les antagonismes réels. Il défendait désormais les mots d'ordre suivants : "La lutte fratricide doit être évitée. (...) Les événements d'hier ont enthousiasmé les ouvriers avec des sentiments chaleureux pour la nécessité de l'unité interne ! De pres- que toutes les villes nous avons entendu que le vieux Parti et les Indépendants se sont rassemblés le jour de la révolution et se sont unis dans le vieux parti unifié (...) Et même si une partie accuse encore l'autre en ce qui concerne le passé, un jour tel que celui d'hier est puissant et assez irrésistible pour nous faire oublier tout cela. Il n'est pas permis que la tâche de réconciliation puisse échouer à cause de l'aigreur de quelques-uns (...) La main de la fraternité est tendue (...) serrons-nous les mains !" (*Vorwärts*, journal du SPD, 10 novembre 1918). Et ce jour-là, jour de la paix, le *Vorwärts* était le journal que chaque ouvrier voulait avoir. Si, jusque là, tout ce qui venait des rangs du SPD avait été accueilli avec suspicion, le SPD réussissait désormais, avec sa démagogie, à cacher les frontières de classe qui le séparaient de la classe ouvrière. Et beaucoup d'ouvriers tombèrent dans le piège.

Liebknecht, au nom des Spartakistes, écrivait dans le *Rote Fahne* du 19 novembre 1918 : "Ceux qui appellent le plus fort pour l'unité (...) trouvent maintenant un écho surtout parmi les soldats. Ce n'est pas étonnant. Les soldats

sont loin d'être tous prolétaires. Et la loi martiale, la censure, le bombardement de la propagande officielle n'ont pas manqué d'avoir un effet. La masse des soldats est révolutionnaire contre le militarisme, contre la guerre, et contre les représentants ouverts de l'impérialisme. Par rapport au socialisme, elle est encore incertaine, hésitante, immature. Une grande partie des soldats prolétaires, comme les ouvriers, considèrent que la révolution a été accomplie, que nous devons seulement maintenant établir la paix et démobiliser. Ils veulent qu'on les laisse en paix après autant de souffrances. Mais ce n'est pas n'importe quelle unité qui nous rend forts. L'unité entre un loup et un agneau condamne l'agneau à être dévoré par le loup. L'unité entre le prolétariat et les classes dominantes sacrifie le prolétariat. L'unité avec les traîtres signifie la défaite. (...) La dénonciation de tous les faux amis de la classe ouvrière, est dans ce cas notre premier commandement (...)".

Mais avec la tactique de fanfaronner sur l'unité, le conseil des commissaires du peuple parvint à s'imposer à l'assemblée générale des conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Comme il était partagé également entre SPD et USPD, il réclama le même partage de la direction du conseil d'ouvriers et de soldats de Berlin. Et il y réussit en obtenant de ce conseil exécutif un mandat comme gouvernement provisoire, avec lequel il pouvait, "démocratiquement légitimé", continuer ses activités contre-révolutionnaires. La classe ouvrière marquait le pas face aux manœuvres frauduleuses du SPD.

Avec le soulèvement de novembre 1918, la classe ouvrière en Allemagne avait obligé la bourgeoisie mondiale à terminer la guerre. La résistance ferme d'une minorité révolutionnaire, surtout des Spartakistes avec Karl Liebknecht à leur tête, avait fini par porter ses fruits. Mais, alors que la classe ouvrière en Russie avait réussi à renverser le gouvernement et à prendre le pouvoir, le prolétariat en Allemagne n'avait pu que commencer la révolution.

"(...) Ce que nous avons vécu le 9 novembre 1918 était aux trois-quarts plus un effondrement de l'impérialisme existant que la victoire d'un nouveau principe. (...) Ce qui s'ensuivit fut un mouvement plus ou moins chaotique, sans plan, très peu conscient, dans lequel l'unique lien et principe resté sauf était résumé dans le seul slogan : formation de conseils d'ouvriers et de soldats." (Rosa Luxemburg, Congrès de fondation du KPD, 1918-19).

Nous reviendrons sur l'évolution ultérieure des luttes dans les mois qui suivirent novembre 1918 dans un prochain numéro.

Dino

(1) L'USPD était centriste, déchiré entre une tendance de droite cherchant à s'intégrer dans le vieux parti passé à la bourgeoisie et une autre tendance plus proche des positions révolutionnaires. Les Spartakistes rejoignirent l'USPD pour toucher les ouvriers en son sein et les pousser en avant. En décembre 1918, ils scissionneront pour former le KPD (Parti communiste d'Allemagne) avec les Linksradikalen.

GRÈVES DANS LES TRANSPORTS

Une manifestation de la combativité ouvrière montante

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

génératrices de violence, les employés des transports avaient malheureusement été largement manipulés et, impuissants à se battre sur leur terrain de classe, n'avaient fait que servir de masse de manoeuvre pour les besoins idéologiques et répressifs de l'Etat français.

Mais il y a une différence entre ce qui se passe aujourd'hui et la situation d'il y

a encore un an. Non seulement les grévistes d'octobre 1998 ne se sont pas laissés manipuler en refusant d'adhérer aux "solutions" répressives de l'Etat, mais leur mouvement a tendu à opposer aux discours idéologiques bourgeois sur le thème de l'insécurité des banlieues une véritable réponse de classe. Il révélait la compréhension que la violence de quelques jeunes désœuvrés

des quartiers ouvriers n'est qu'une des manifestations de la même dégradation générale des conditions d'existence de la classe ouvrière. En élargissant les raisons de la colère à l'ensemble des conditions que la classe bourgeoise et son Etat imposent à ceux qu'ils exploitent, il a montré ouvertement que c'est la même logique de ce système de misère qui produit des millions de chômeurs et qui rejette de la production une part toujours croissante des enfants d'ouvriers qui n'ont jamais travaillé et qui, privés de toute perspective d'avenir et coupés de lien avec le combat de leur classe, expriment leur impuissance dans des actes de destruction absurdes et illusoires. Que c'est toujours cette même logique qui transforme les banlieues ouvrières en ghettos de misère où les bus sont rares et la vie sociale absente et qui, en même temps, imposent à ceux qui ont encore du travail des conditions d'exploitation de plus en plus insupportables.

Dans ces conditions, ce n'est par hasard si même le gouvernement, par la bouche de Jospin à la télévision, après nous avoir servi le discours répressif habituel (en promettant des "peines exemplaires" contre les loubards cou-

pables d'agressions contre les chauffeurs), s'est senti obligé d'ajouter un couplet "social" sur les "abus du productivisme et du libéralisme" à la SNCF.

Désormais, il fallait, et vite, pour la classe dominante, mettre sous l'éteignoir un mouvement qui pourrait donner des idées à d'autres secteurs de la classe ouvrière et favoriser le développement de sa conscience, dans une situation générale de montée de la combativité ouvrière en France dans de nombreux secteurs. C'est ainsi que les syndicats, qu'on a vu si souvent capables de faire traîner en longueur des grèves de transports lorsque cela les arrange, se sont empressés d'organiser la reprise du travail dès les premières "concessions" du gouvernement qui, outre les moyens répressifs accrus, se sont résumées à la création de quelques "emplois jeunes" ici et là. Peu à peu, le travail a repris dans les différents foyers de grève, après 2 à 3 jours de mobilisation et ce, même si les raisons de la colère sont toujours là. Dans le même temps, la bourgeoisie trouvait, dans le mouvement des lycéens qui venait prendre les devants de l'actualité, un très

opportun écran de fumée et un nouveau moyen de ramener au premier plan dans les médias la question de la violence des loubards de banlieue (voir article ci-dessous).

Quelles leçons ?

Ces grèves encore éparpillées et sous contrôle syndical sont révélatrices de la maturation de la situation sociale. Leur force est d'avoir su se maintenir sur un terrain de classe, d'avoir montré que la classe ouvrière peut réagir contre les conséquences de la décomposition sociale, sans pour autant se retrouver sur le terrain de la défense de l'Etat et de ses moyens de répression. C'est d'avoir au contraire avancé des revendications qui prennent pour cible ce même Etat, véritable responsable de la dégradation de leurs conditions d'existence et de travail, revendications dans lesquelles l'ensemble de la classe ouvrière peut se reconnaître.

Pourtant ces grèves ont montré aussi des faiblesses, et notamment la difficulté à échapper au contrôle des professionnels du sabotage des luttes : les syndicats. Car, tout en faisant mine d'adhérer aux revendications ouvrières, le rôle qu'ils ont joué dans les grèves récentes est toujours le même rôle de saboteurs : on était loin des grands mots d'ordre du "tous ensemble", qu'on les entendait clamer en 1995 lorsqu'ils étaient forts et que la classe ouvrière était faible et ne risquait pas de les déborder. Aujourd'hui, ils n'ont de cesse de saucissonner au contraire au maximum la mobilisation et de l'enfermer dans les pièges corporatistes, en faisant de la lutte l'affaire de tel ou tel secteur, de telle ou telle catégorie particulière.

La classe ouvrière doit savoir que si elle veut développer et étendre ses luttes, il va lui falloir apprendre à reconnaître ses ennemis : et ceux-là, ce n'est pas seulement ces partis de gauche qui, aujourd'hui au gouvernement, cherchent à l'embobiner par leur discours "social" pendant qu'ils abattent leurs attaques anti-ouvrières. C'est aussi et encore plus, les syndicats qui sont leurs complices et qui ne se posent en "spécialistes de la lutte" que pour mieux faire obstacle à tout réel développement, extension et prise en mains de celle-ci par les ouvriers.

PE (23 octobre)

Lisez notre brochure :

Courant Communiste International

*les
syndicats
contre
la classe
ouvrière*

HISTOIRE DU PCF

(SUITE DE LA PAGE 8)

les fêtes, les goûters, les vins d'honneur "communistes", le PC déverse son poison nationaliste. A longueur de meetings, de "journées d'action" ou de manifs, il martèle, puissamment relayé par la CGT, que les patrons et le gouvernement bradent, cassent, sabotent l'économie nationale.

La rupture du Programme commun

Grâce à la stratégie du programme commun, la bourgeoisie française est ainsi parvenue à atteindre son objectif essentiel : remettre en selle l'ensemble de ses forces de gauche derrière la mystification électorale et, par ce moyen, contrer efficacement la remontée des luttes ouvrières (ainsi, la bourgeoisie se vante d'avoir obtenu en 1976 le plus bas niveau d'heures de grève de la décennie). Mais, parvenue à ce point, les rouages de cette machinerie se grippent. Le PCF ne tarde pas à remettre en cause le programme commun. La raison majeure en est qu'il s'aperçoit que, malgré ses concessions, ces accords et la dynamique d'union de la gauche profitent essentiellement à son "allié" qui, lui, est pleinement soutenu par l'oncle Sam, le PS. Ce dernier se sert en effet du programme commun de la gauche comme d'un tremplin, depuis sa reprise en mains par Mitterrand. Celui-ci avait d'ailleurs promis devant l'Internationale Socialiste en 1972 à travers cette stratégie de "prendre 3 millions de voix au PC". Sur le plan électoral, après être descendu à 6% des voix aux présidentielles de 1969, le PS est remonté à plus de 19% et talonne désormais le PCF qui se maintient à 21,4% aux élections législatives de mars 1973. Et aux présidentielles de 1974, c'est en pure perte que le PCF accepte dès le premier tour de faire de Mitterrand le candidat unique de la gauche, puisque celui-ci déclare aussitôt sans ambages ne pas être lié par le programme commun, ni par ses accords électoraux avec le PC. Le déclin du PC au profit du PS allait se confirmer à travers différentes élections partielles. Le PCF persévère pourtant et multiplie les concessions, d'abord sur le nombre et le rythme des nationalisations qui constituent pourtant son grand cheval de bataille. De même, au printemps 1977, il ne s'oppose plus à l'élection au suffrage universel du Parlement européen qu'il avait vivement combattue au nom de la défense de la "souveraineté nationale". Et surtout, en mai de la même année, il renonce à sa traditionnelle opposition "pacifiste" au service de l'URSS à l'armement nucléaire. Mais au fur et à mesure qu'il transige avec le PS et qu'il s'éloigne de la tutelle du bloc russe, il manifeste de plus en plus clairement ses craintes de

se faire phagocytter par le PS. Il redoute de subir une usure rapide de crédit en cas de participation au gouvernement, alors qu'il ne dispose plus d'une marge de manoeuvre et de moyens suffisants pour mener sa propre politique capitaliste d'Etat. Bref, il craint de devenir le dindon de la farce et, une fois au pouvoir, de perdre son emprise sur la classe ouvrière. C'est pourquoi en prenant l'initiative de la rupture du programme commun en septembre 1977, le PCF réaffirme la spécificité de son programme stalinien et, sous prétexte de ses désaccords avec le PS, il se prépare à mieux disposer de ses forces dans l'opposition, contre le développement de la lutte de classe.

De fait, la défense de ses intérêts particuliers va coïncider alors avec les intérêts généraux de l'ensemble de la bourgeoisie. Face au nouveau développement de la lutte de classe qui va s'amorcer à partir de 1978, se traduisant notamment en France par la lutte des sidérurgistes en 1979, et surtout face au discrédit croissant et aux tentatives de débordements de l'appareil d'encadrement syndical dans ces luttes, la bourgeoisie se dispose à mettre en place une nouvelle orientation dans les principaux Etats capitalistes occidentaux : le retour de fractions significatives de gauche dans l'opposition pour mieux contrer et contrôler le développement de cette vague internationale de luttes ouvrières. Le retour des travaillistes dans l'opposition en Grande-Bretagne en 1979, première manifestation de cette réorientation, était suivi par le retour dans l'opposition du parti démocrate aux Etats-Unis en 1980 et par celui de la social-démocratie allemande en 1982.

Dans ce cadre, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France en 1981 (entraînant dans son sillage la participation du PCF au gouvernement) avait bien un caractère "accidentel". C'est ce que nous verrons dans le prochain article de cette série.

CB

(1) Il est à noter qu'en 1968, la Roumanie était dirigée par le même Ceausescu, désigné en 1990 comme "le bourreau des Carpathes", le tyran sanguinaire le plus représentatif du "totalitarisme" des "régimes communistes", alors que vingt ans auparavant, toutes les puissances occidentales le saluaient unanimement comme le dirigeant le plus progressiste et le plus éclairé des pays de l'Est.

(2) Nous avons déjà montré précédemment (voir en particulier RI/n° 282, septembre 1998) que les partis stalinien ne sont nullement liés à la forme démocratique, étant, dès leur passage dans le camp bourgeois, une expression politique de la vie même de la bourgeoisie en période de décadence, totalement dominée par le capitalisme d'Etat.

GRÈVE DES LYCÉENS Une agitation qui arrange bien le gouvernement

Dès qu'il s'agit de créer un écran de fumée, un brouillard idéologique afin de masquer et de reléguer à l'arrière-plan la classe ouvrière, la gauche est de première force pour mettre en avant, c'est-à-dire pour fabriquer de toutes pièces, mouvements de routiers, de gardiens de prison, ou bien encore d'étudiants ou de lycéens.

Durant le mois d'octobre, l'agitation lycéenne a ainsi occupé le devant de l'actualité sociale en France. Nous ne pouvons que nous associer à l'inquiétude de ces jeunes dont les conditions d'études sont de plus en plus déplorable, les préparant d'autant mieux à l'avenir de chômeurs que promet à une grande partie d'entre eux la bourgeoisie. Mais il faut être clair : leur "mouvement" n'a été que le résultat d'une manoeuvre du gouvernement de la "gauche plurielle", soutenue activement par tous les médias, de gauche comme de droite ou d'extrême-gauche. On leur a d'abord fait croire que leur lutte était "spontanée", qu'elle était née de leurs propres rangs. La vérité, c'est que le PS, le PC et les gauchistes de la LCR (JCR) ont joint leurs efforts pour mieux entraîner dans ce qui n'est qu'une mascarade sans perspectives. Evidemment, le terrain était fertile : des classes à plus de 40 élèves, des conditions d'études misérables, etc.

Il n'y avait rien de spontané ni d'incontrôlé dans ce cirque médiatisé dont les lycéens ont été les acteurs involontaires mais actifs. Les coordinations, organisées et mises en place par la gauche, étaient prêtes à l'avance, agissant en sous-main pour faire croire à une véritable expression "spontanée" de la "volonté lycéenne" donnant libre cours à sa colère. Rien de tel donc pour faire passer à l'arrière-plan la poussée de comba-

tivité ouvrière en France, non seulement dans les transports, mais dans d'autres secteurs, y compris celui de l'enseignement lui-même. D'ailleurs, l'exploitation du mouvement lycéen est bien partie pour permettre au gouvernement de justifier de nouvelles attaques contre les enseignants, à qui on demandera une plus grande disponibilité et des horaires augmentés, alors qu'on vient déjà leur imposer une baisse de la rémunération des heures supplémentaires.

Mais les manifestations lycéennes ont encore et surtout servi à faire passer un message essentiel, destiné à la classe ouvrière et à ses luttes récentes, en focalisant à nouveau l'attention sur la question de la "sécurité". Les pillages de magasins par une bande de casseurs particulièrement bien organisée lors de la manifestation du 15 octobre, pillages que la bourgeoisie a largement suscités tandis que les flics se sont bien gardés d'intervenir, ne pouvaient pas mieux tomber pour faire passer le message. Et comme par hasard, on nous a ensuite ressassé à loisir que c'était "grâce" à un meilleur quadrillage policier qu'une semaine plus tard, le 20 octobre, les lycéens ont pu, cette fois, manifester en bon ordre. En clair, alors que la bourgeoisie et ses syndicats n'avaient pas réussi à entraîner les ouvriers sur le terrain pourri consistant à demander plus de flics face aux problèmes que leur posent leurs conditions de travail (voir notre article ci-dessus), la bourgeoisie voulait que la leçon essentielle soit la suivante : le problème de la "sécurité" est le seul véritable problème de fond de la société et le seul moyen de le "régler", c'est de mettre des flics partout.

Albizzia (22 octobre)

L'Etat, dernier rempart du capital face à la crise économique

L'aggravation de la crise économique mondiale fait revenir la question du rôle de l'Etat dans l'économie sur le devant de la scène. En effet, celui-ci vient de jouer un rôle majeur dans le sauvetage d'institutions financières au Japon et aux Etats-Unis, et son intervention est de nouveau appelée par certains secteurs de la bourgeoisie pour réglementer et relancer l'activité économique. Pour la gauche et les tenants du "plus d'Etat", des plus modérés style Jospin aux plus "radicaux" style trotskistes et staliniens, prônant la

La bourgeoisie essaie aujourd'hui de nous rejouer le même air qu'au début des années 90 où, en pleine récession, elle rejetait la responsabilité de celle-ci sur les fractions libérales jusque là au pouvoir dans les plus grands pays industrialisés. Elle doit absolument trouver des thèmes de mystification présentant aux exploités une prétendue alternative, au sein du système, afin de limiter les possibilités de remise en question de celui-ci. C'est à cet effet qu'elle tente aujourd'hui de raviver l'illusion que plus d'Etat, c'est, malgré tout, plus de justice et de social.

Le renforcement du capitalisme d'Etat

Il est tellement rare d'entendre la bourgeoisie dire la vérité, que cela vaut la

peine de la citer lorsque ses propos viennent démentir toutes les sottises qu'elle a pu débâter auparavant : *"Le système bancaire mondial vient-il de passer à deux doigts d'une crise systémique", un scénario catastrophe dans lequel l'effondrement d'un intervenant déstabilise tous les autres, menaçant de provoquer dans le cas le plus extrême, des faillites en chaîne ? A en juger par la rapidité d'intervention de la Réserve fédérale américaine (Fed) pour organiser, le 23 septembre, le sauvetage du fonds d'arbitrage spéculatif Long Term Capital Management, au bord du dépôt de bilan, puis de baisser ses taux, certains le croient"* (Le Monde du 3 octobre).

Voici donc reconnu -difficile de faire autrement- le fait que le libéralisme fait

mise en place de mesures d'étatisation de la société comme à l'Est avant la chute du stalinisme, la crise actuelle serait avant tout celle du libéralisme. Un tel mensonge est en réalité destiné à masquer aux exploités la faillite du système. La tendance réelle du capitalisme depuis le début du siècle, c'est celle au développement du capitalisme d'Etat qui, s'il permet d'aplanir des contradictions du système, ne constitue en rien une solution à celles-ci.

Intervenir l'Etat dans la gestion de l'économie. Mais ce n'est nullement une nouveauté, l'Etat s'étant trouvé être le principal acteur des sauvetages les plus spectaculaires d'établissements financiers. Ainsi, par exemple, au début des années 90, c'est au contribuable américain que le gouvernement du très libéral Bush a confié le soin de renflouer les caisses d'épargne en faillite.

Ce rôle central de l'Etat pour éviter des catastrophes économiques n'annonce en rien une tendance nouvelle, mais constitue, au contraire, l'expression d'une loi générale qui concerne autant le libéralisme qu'elle concernait feu le stalinisme. Celle-ci, caractéristique du capitalisme décadent, consiste à recourir à la force étatique pour faire fonctionner une machine économique

qui, spontanément, livrée à elle-même, serait condamnée à la paralysie, du fait de ses contradictions internes.

Depuis la Première Guerre mondiale, depuis que la survie de chaque nation dépend de sa capacité à se faire une place par la force dans un marché mondial devenu trop étroit, l'économie capitaliste n'a cessé de s'étatiser en permanence. Dans le capitalisme décadent, la tendance au capitalisme d'Etat est une tendance universelle. Suivant les pays, suivant les périodes historiques, cette tendance s'est concrétisée à des rythmes et sous des formes plus ou moins accentués. Mais elle n'a pas cessé de progresser, au point de faire de la machine étatique le cœur même de la vie économique et sociale de toutes les nations.

Le militarisme allemand du début du siècle, le stalinisme, le fascisme des années 1930, les grands travaux du New Deal aux Etats-Unis au lendemain de la dépression économique de 1929 ou ceux du Front populaire en France à la même époque, ne sont que des manifestations d'un même mouvement d'étatisation de la vie sociale. De même, les politiques de reconstruction après la Seconde Guerre mondiale ont été prises en charge par l'Etat avec, dans beaucoup de pays, y compris la libérale Grande-Bretagne, la nationalisation de secteurs clés de l'économie. Et depuis la réapparition de la crise ouverte à la fin des années 60, c'est encore l'Etat qui prend en charge les politiques de fuite en avant dans l'endettement ou de recours à la planche à billets. Dans le capitalisme décadent, chaque pays doit tricher avec la loi de la valeur s'il ne veut pas voir son économie se désagréger sous le poids de contradictions insurmontables. Ainsi, par exemple, les pays dits socialistes ont dû, pour survivre malgré leur arriération économique, s'isoler du marché mondial et pratiquer une politique de prix totalement déconnectée de celui-ci. Autre exemple : pendant toute une période, jusqu'au début des années 90, une bonne partie de la production agricole européenne devait, pour se vendre, être artificiellement soutenue par les aides des Etats adhérents à la Politique Agricole Commune (PAC).

Aux Etats-Unis, les "reaganomics", supposés constituer un retour à un capitalisme "libéral", moins étatisé, n'ont pas interrompu cette tendance à l'emprise croissante de l'Etat dans la vie économique. Au contraire, le "miracle" de la reprise américaine au cours des années 80 n'a pas eu d'autre fondement qu'un doublement du déficit de l'Etat et une augmentation spectaculaire des dépenses d'armements commandés par l'Etat.

De même, les politiques de "dérégulation" et "privatisations" destinées à renforcer la compétitivité nationale et appliquées pendant ces années dans l'ensemble des pays industrialisés, ont été décidées par l'Etat qui en a retiré également un certain nombre d'avantages. Sur le plan social, elles ont facilité le recours aux licenciements,

puisqu'en apparence la responsabilité n'en revenait plus en propre à l'Etat mais se trouvait diluée sur autant de capitalistes privés. De plus, l'incroyable concentration de capitaux à laquelle elles ont abouti à entraîner une fusion croissante, au niveau de la gestion, entre grand capital "privé" et Etat, renforçant encore le contrôle de ce dernier sur la société.

Un dernier exemple très récent et particulièrement significatif du rôle majeur de l'Etat dans l'économie ne peut pas ne pas être évoqué, c'est celui qu'il a joué dans la réunification de l'Allemagne en tant que financier et organisateur de l'intégration économique de l'ex-RDA. Et cela s'est passé sous la présidence de Kohl qu'on peut difficilement soupçonner d'antilibéralisme.

L'Etat n'existe que pour défendre le capitalisme

Ainsi, non seulement l'Etat a-t-il une place prépondérante au sein de l'économie nationale, en tant que principal client et employeur de celle-ci, mais il détient entre ses mains un ensemble de prérogatives qui lui en permettent le contrôle absolu : il est le principal pourvoyeur de crédit et c'est lui qui fixe le coût de tous les emprunts ; il édicte les règles de la concurrence entre les différents agents économiques au sein du pays et lui seul est en mesure de négocier de telles règles vis-à-vis des autres pays ; il est le vecteur obligé de l'obtention de gros contrats à l'export ; il détient les moyens de faire ou défaire des montages et rachats industriels et financiers (voir le récent veto du gouvernement français au rachat d'Orangina par l'américain Coca Cola) ; il décide des nationalisations ou privatisations ; il fixe les impôts, gère le budget et édicte le code du travail, instrument au service du capital pour organiser l'exploitation et dont dépend la compétitivité du capital national.

Contrairement à une légende savamment entretenue par la bourgeoisie, il n'y a donc pas qu'à l'Est, avant l'effondrement du stalinisme, que l'Etat a joué un rôle déterminant dans l'économie, même s'il existe des différences. Dans les autres pays du monde capitaliste, le contrôle étatique sur la vie de la société n'est pas antagonique avec l'existence de secteurs privés et concurrentiels qui empêchent une hégémonie totale des couches parasitaires engendrés, dans tous les cas, par la mainmise de l'Etat sur la vie sociale. Dans les pays staliniens par contre, le développement extrême de ces couches parasitaires issues de la bureaucratie étatique, ayant pour seule préoccupation de se remplir les poches individuellement au détriment des intérêts de l'économie nationale, a conduit à cette aberration, du point de vue du fonctionnement du capitalisme, qui devait nécessairement s'effondrer avec l'accélération de la crise économique mondiale.

Ce que démontre toute l'histoire de ce siècle c'est que, si effectivement l'Etat joue un rôle déterminant dans le fonctionnement du capitalisme, ce n'est pas, contrairement à ce que la gauche veut faire croire, dans l'intérêt des exploités, mais bien dans le seul but de prolonger la vie, coûte que coûte, de ce système décadent.

BN

PARASITISME

(SUITE DE LA PAGE 6)

son de la gravité des accusations portées contre ces anciens militants ultra-gauche, le temps n'est pas au déballage de critique à propos de certaines de leurs très discutables actions de défense (...). Avant tout, il est nécessaire de faire preuve de solidarité élémentaire. Néanmoins, il est de notre devoir de dire que le livre cité plus haut est faible, pour le moins contradictoire, truffé d'erreurs et de falsifications et participe de l'entreprise de division en notre sein" (Suppl. au n°7, note 34, p.31). Voilà donc quelle est l'alternative organisationnelle de MCo à ce qu'ils ont le culot d'appeler le "marais centrisme auto-nommé 'milieu révolutionnaire'" : la "solidarité politique" avec l'ultra-gauche libertaire.

Or, l'attaque de la bourgeoisie est justement basée sur l'amalgame entre, d'une part la Gauche communiste et, d'autre part, ce milieu dit "d'ultra-gauche" au sein duquel les thèses négationnistes ont effectivement trouvé des supporters dont certains ont flirté avec l'extrême-droite. Ce milieu, qui n'a rien à voir avec les organisations de la classe ouvrière se rattachant au courant de la Gauche communiste, est un magma informe, sans principes ni filiation historique, ramassés hétérogènes de déclassés de tous horizons, au radicalisme petit-bourgeois. Si certains de ses éléments ont sympathisé avec des positions de la Gauche communiste, c'est à la façon des pilliers et des parasites. De cela, la Gauche communiste n'est en rien responsable et s'en passerait volontiers. Promouvoir une "solidarité politique minimale" avec ces éléments troubles du milieu de "l'ultra-gauche" libertaire, c'est non seulement favoriser la confusion et l'amalgame dans lesquels les éléments qui se laisseraient prendre dans leur toile ne peuvent que se noyer, mais c'est surtout détruire l'identité organisationnelle de la Gauche communiste, promouvoir l'adhésion au radicalisme impuissant de la petite-bourgeoisie et la capitulation face aux campagnes de la bourgeoisie.

Cette dissolution de la Gauche communiste dans le magma des "solidarités pratiques" avec "l'ultra-gauche" libertaire ne peut que déboussoler totalement les éléments pris dans les filets de MCo et celui-ci ne se prive pas d'instiller, pour couronner le tout, le découragement total : *"Par conséquent, si la formation d'une organisation révolutionnaire internationale (...) demeure de l'ordre des objectifs à poursuivre à long terme, elle s'est avérée irréaliste à bref-moyen terme. Maintenir une telle visée (...) correspondrait à une volonté têtue d'y trouver réconfort aux revers de l'heure. (...) nous avons dû nous rendre compte qu'il n'y avait pas plus de milieu prolétarien autonome que de courant communiste libéré de la mortelle étreinte sectaire"* (MCo n°7, p.19). En fin de compte, l'action communiste ne déboucherait pas sur d'autre alternative que le repli dans les hautes sphères de la cogitation théorique sur le marxisme ou des considérations désenchantées face à l'isolement total.

MCo au service de la bourgeoisie pour détruire le milieu politique prolétarien

L'objectif central des agissements de MCo est en fait la destruction pure et simple du milieu politique prolétarien, "réduit aujourd'hui à l'état de sectes" et donc "incapable d'accomplir sa tâche historique". En réalité, il s'agit de la raison d'être à la base même de la constitution du groupe et il le théorise ouvertement : *"Toutes nos expériences formellement différentes avaient des points essentiels en commun : le 'rejet' du dit 'milieu révolutionnaire' caractérisé par le centrisme et l'opportunisme"* (MCo n°0, p.14). Il appelle donc ouvertement à la "disparition des sectes", c'est-à-dire des groupes de la Gauche communiste : *"L'heure est à l'accélération de l'histoire donc les sectes doivent disparaître"* (MCo n°0, p.5). L'objectif de la "réflexion" sur *Auschwitz ou le grand alibi* n'est pas différent et il le dévoile dans une note de fin d'article : *"Nous ne pouvons cependant*

pas ignorer que les nombreuses méprises contenues dans "Auschwitz ou le grand alibi" ne relèvent pas entièrement du hasard, mais de la sclérose idéologique fondée sur le refus "princiciel" de passer la théorie au crible de l'analyse concrète, puis de la validation pratique. Ce positionnement a transformé les groupes bordiguistes - et avec eux tous ceux qui se sont évertués à "proclamer" l'existence du parti sans la classe - en sectes" (Suppl. au n°7, note 25, nous soulignons).

MCo dénigre ainsi systématiquement toute la tradition marxiste. En présentant les groupes de la Gauche communiste comme un ensemble de sectes sclérosées, en prônant ouvertement la destruction du milieu politique prolétarien, il participe pleinement à la campagne de calomnies de la bourgeoisie.

Les agissements décrits ci-dessus n'appartiennent pas en propre à MCo, même s'il les met en pratique d'une manière particulièrement explicite. Nous les retrouvons aussi pour l'essentiel dans les agissements d'autres groupes, tels Hilo Rojo ou Perspective Internationaliste (consulter *Internationalisme* 221 et 232 pour le premier, 222 et 235 pour le second). Il s'agit bien là, comme le CCI l'a dénoncé, de manifestations du parasitisme politique *"prétendant appartenir au camp de la Gauche communiste mais qui dédient leurs énergies à combattre les organisations marxistes existantes plutôt que le régime bourgeois. Comme à l'époque de Marx et Engels, cette vague parasitaire réactionnaire a pour fonction de saboter le développement du débat ouvert et de la clarification prolétarienne, et d'empêcher l'établissement de règles de conduite liant tous les membres du camp prolétarien"* ("Thèses sur le parasitisme", *Revue Internationale* 94).

De par leur action des plus pernicieuses, ces groupes parasites se montrent des serviteurs particulièrement zélés de la bourgeoisie dans ses attaques contre la Gauche communiste.

CCI

ELECTIONS EN ALLEMAGNE

Avec la gauche comme avec la droite, toujours plus de misère et de militarisme

Après seize ans consécutifs de droite au pouvoir, la gauche vient de remporter les élections. Cette victoire du SPD, appuyé par les Verts, n'est pas une surprise pour l'ensemble de la bourgeoisie allemande car elle résulte d'une plaine volonté de sa part.

Bien sûr, les ouvriers en Allemagne comme dans toute l'Europe ont eu droit à tout un suspense soigneusement orchestré et à toute une campagne faisant en sorte de laisser "ouvert" le résultat de ces élections. Des "élections-test" de Saxe-Anhalt en août, donnant la gauche favorite, au "revirement" de situation résultant de celles de Bavière, où c'est la coalition CDU-CSU qui semblait remonter la pente fatidique, la machine du grand cirque électoral a été parfaitement huilée afin de mieux y entraîner les prolétaires. Et, pour alimenter au maximum l'illusion du changement par le bulletin de vote, le PDS (ex-parti communiste de RDA) et les principaux groupes gauchistes, trotskistes en première ligne, ont entonné à

tout va l'unique mot d'ordre : "Kohl doit partir".

Recrédibiliser le jeu démocratique

Ce barouf électoraliste a eu ici une signification très particulière. Il ne s'agissait pas seulement de pousser les ouvriers à s'atomiser dans l'isolement mais surtout de redonner un nouveau souffle à la mystification démocratique. Dans le cadre des énormes campagnes sur la "victoire" de la démocratie développées depuis l'effondrement du bloc de l'Est, il fallait donner de la chair à ce mensonge et à cette illusion de "l'alternance démocratique" offerte par le capitalisme triomphant. Or comment faire avaler ces couleuvres indéfiniment avec seize années ininterrompues du même parti au pouvoir ? Il s'agissait donc en grande partie de remédier à l'usure réelle de la droite par l'arrivée d'une équipe de gauche au pouvoir, grâce au prétendu "tournant historique" actuel.

Ce résultat n'est pas le fruit du hasard, encore moins d'un "accident" de par-

cours de la bourgeoisie allemande. Cette dernière, en effet, ne connaît pas la même situation politique que d'autres pays, notamment européens : division de la droite sur les choix impérialistes en Grande-Bretagne, déliquescence de la fraction de droite de l'appareil politique en France et en Italie. Elle n'est pas non plus confrontée à une situation qui avait été celle de la bourgeoisie américaine, dont l'érosion de son leadership mondial avait fait préférer Clinton et les démocrates aux républicains, après la guerre du Golfe.

L'appareil politique de la bourgeoisie allemande est en fait un des plus stables et des plus solides des grands pays industrialisés. Il n'y existe aucune différence entre les fractions de droite et de gauche sur la question impérialiste. De même, il n'existe plus de différence non plus sur la façon de gérer le capital national depuis les années 80. Enfin, la situation de la lutte de classe est loin d'imposer à la bourgeoisie la nécessité d'avoir toute la gauche dans l'opposition, non seule-

ment les partis "socialistes", mais même leurs alliés plus à gauche comme le PDS. C'est donc ce besoin d'apparaître comme une "véritable démocratie" qui a essentiellement motivé la bourgeoisie allemande. Seule une trop grande menace du développement des luttes ouvrières aurait pu contrarier, voire entraver ce projet.

De ce point de vue, on peut considérer que la classe dominante aurait commis une erreur si elle n'avait pas su profiter de la situation pour amener le SPD et les Verts au gouvernement. L'arrivée calculée de ces derniers au pouvoir montre bien un contrôle de la situation sociale qui est justement permis par les difficultés que connaît la classe ouvrière malgré les attaques brutales dont elle est l'objet. L'impact des campagnes massives sur la réunification du pays et la prétendue mort du communisme, suite à l'effondrement du bloc de l'Est, a été particulièrement important. Le partage des tâches entre une droite dure qui cogne et une gauche, soutenue par les gauchistes et autres "radicaux", qui

entraîne le prolétariat dans la défaite ne se pose donc plus en termes aussi aigus qu'il y a dix ans.

Suite aux événements de 1989, la mystification démocratique "en général" est devenue une carte majeure que joue la bourgeoisie. La droite peut donc passer la main à la gauche, d'autant plus sûrement que la bourgeoisie dispose encore d'un puissant appareil d'encadrement dans l'opposition. Le PDS (représentant 20% des électeurs à l'Est lui permettant de faire son sale boulot) a ainsi été soigneusement laissé à l'écart du pouvoir, et tous les groupes gauchistes ne ménagent déjà pas leurs "critiques" à l'égard du gouvernement. Pour faire bonne mesure, les syndicats et notamment le DGB ont annoncé, avant la constitution du gouvernement et avant de connaître les grandes lignes officielles de sa politique, qu'ils ne lui donneraient certainement pas un chèque en blanc !

La fin de "l'ère Kohl" : vers une "nouvelle" Allemagne

Mais il existe encore d'autres raisons à l'apparition en force de Schröder et de cette "troisième voie" dont il se veut être un militant actif aux côtés du britannique Tony Blair. Elles se ramènent en particulier à la nécessité pour le capital allemand de tourner définitivement une page au niveau impérialiste.

L'ensemble de la droite allemande était en effet encore lié à un passé dont l'Allemagne devait se débarrasser. La bourgeoisie allemande était encore marquée par l'empreinte du nazisme et par un sentiment de culpabilité envers la Seconde Guerre mondiale, les camps de concentration, etc. La venue de la gauche va lui permettre de donner une autre image, "lavée" de cette "culpabilité" qui bride son élan pour se doter de moyens militaires à la mesure de ses ambitions impérialistes. Une coalition SPD-Verts est donc mieux armée idéologiquement que la droite pour faire passer aux yeux de "l'opinion publique", en Allemagne et internationalement, les interventions de la Bundeswehr hors de ses frontières (sous couvert d'"humanitaire" ou de "maintien de la paix", comme les autres bien sûr). Malgré sa montée en puissance sur le plan impérialiste, l'Allemagne n'a pu avancer ses pions jusqu'ici qu'avec, en permanence, la tête dans son col de chemise, comme on l'a vu en ex-Yougoslavie dont elle a pourtant provoqué la mise à feu en reconnaissant l'indépendance de la Croatie. Il n'a par exemple pas fallu moins de quatre ans pour que les premiers contingents militaires allemands puissent être envoyés dans cette région !

Avec le tournant actuel, la bourgeoisie allemande va pouvoir se mettre à pied d'oeuvre pour une politique extérieure plus ouvertement agressive, en direction de l'Europe comme des Etats-Unis, par rapport auxquels elle va pouvoir affirmer une plus grande indépendance. Si Schröder s'est empressé de déclarer que l'Allemagne resterait dans l'OTAN, c'est pour y défendre sa nouvelle "image". Et elle pourra le faire avec les coudées d'autant plus franches que les dirigeants sociaux-démocrates actuels représentent la "nouvelle génération" du SPD et que la fraction Schröder en son sein est justement celle qui a approuvé et soutenu l'envoi de troupes allemandes en ex-Yougoslavie.

KOSOVO

Etats-Unis, France, Allemagne : tous des gangsters impérialistes

Les longs préparatifs guerriers de l'OTAN concernant la crise du Kosovo, face à l'armée serbe, ont des justifications toutes trouvées, qu'elles soient juridiques (" obliger les Serbes à se conformer aux résolutions de l'ONU ") ou morales (" éviter un désastre humanitaire " , dicit Tony Blair). Tout ceci n'est que foutaises ! Toute la prose médiatique concernant le Kosovo n'est qu'un vernis, une couverture idéologique qui masquent les véritables intérêts en jeu et la gradation des tensions entre toutes les puissances impérialistes. Derrière l'unanimité du discours des pays membres du "Groupe de contact" qui en appellent à une intervention de la "communauté internationale", il y a la réalité des conflits d'intérêts entre brigands impérialistes autour de la zone éminemment stratégique que constitue les Balkans.

Les Balkans : un enjeu stratégique majeur

Parmi les points chauds recensés, l'ex-Yougoslavie se situe, non pas dans les zones excentrées du tiers-monde, mais à quelques centaines de kilomètres seulement des métropoles industrielles d'Italie du Nord et d'Autriche, immédiatement voisines du coeur du capitalisme. Sa situation géographique en fait un carrefour entre l'Asie et l'Europe, une zone ouverte sur des espaces maritimes convoités. Ce n'est donc pas un hasard si les Balkans ont mis le feu aux poudres de la Première Guerre mondiale. L'Allemagne qui, à l'époque de Guillaume II, était une grande puissance continentale encerclée par ses rivaux d'Europe de l'Ouest, aspirait à devenir aussi une puissance maritime. Il lui fallait pour cela briser les obstacles, atteindre la Méditerranée et l'Asie par ces mêmes Balkans, en s'appuyant directement sur l'Autriche et une Turquie en décomposition. Mais soutenu par l'Entente, le projet contraire de " Grande Serbie " heurtait de plein fouet les intérêts de la bourgeoisie allemande. La collision était inévitable...

Il y a sept ans, alors qu'avec l'effondrement du stalinisme, c'est tout l'équilibre des forces impérialistes institué à Yalta qui volait en éclats, les Balkans ne pouvaient que constituer un des théâtres meurtriers du nouveau déchaînement du "chacun pour soi" impérialiste. Les mêmes pesanteurs de l'histoire et de la géographie ne pouvaient que voir réapparaître les mêmes conflits d'intérêts, à la différence près qu'aujourd'hui nous ne sommes plus en présence de seulement deux blocs ennemis, comme lors de la Première Guerre mondiale. Il existe maintenant, au contraire, autant de " camps " que de puissances impérialistes en présence, à commencer par les anciens alliés devenus rivaux. En cela, la situation est nettement plus complexe que celle qui prévalait au temps de " l'équilibre des forces " et de la *realpolitik* de Bismarck !

Les grandes puissances attisent le chaos

Suite à l'effondrement du bloc de l'Est, c'est l'Allemagne qui a mis le feu aux poudres et joué un rôle déterminant dans l'éclatement de l'ex-Yougoslavie en reconnaissant très vite les Etats de Croatie et de Slovénie, ses anciens vassaux. Ses ambitions : atteindre les ports en eaux profondes des côtes dalmates et s'ouvrir la route de l'Asie. Face à cela, les Etats-Unis ne pouvaient que réagir contre cette montée en puissance impérialiste de l'Allemagne qui risquait de déboucher sur une avancée décisive dans la constitution d'un nouveau bloc impérialiste rival. Pour autant, il n'était pas question pour eux de laisser le terrain libre aux autres puissances européennes, alliées traditionnelles de la Serbie, comme la Russie ou plus encore la France. Devant la remise en cause de leur leadership par tous leurs anciens alliés, les Etats-Unis ont donc aussi joué leur propre carte en ex-Yougoslavie et mis le paquet pour prendre pied politiquement et militairement dans la

région. C'est dans ce cadre qu'après avoir soutenu au départ la Serbie en tant que principal verrou à l'éclatement des Balkans, l'oncle Sam a changé de tactique et a pris appui sur le camp bosniaque, afin d'imposer une " *pax americana* ", via les accords de Dayton, où ils étaient les maîtres du jeu.

Mais si les accords de Dayton ont bien représenté, à un moment donné, un succès indéniable de la politique américaine, c'est un succès fragile. En effet, depuis lors, la contestation diplomatique et militaire de ces accords, tant par les puissances locales que par les grands rivaux des Etats-Unis, n'a pas cessé de donner lieu à de graves crises, dont celle du Kosovo. L'été dernier, une vaste contre-offensive serbe faisant suite aux désordres en Albanie, ponctuée de massacres et de destructions de villages, de " purification ethnique ", a été effectuée sans que la " communauté internationale " ne lève le petit doigt. Que la Serbie mène ses " opérations de police intérieure " au Kosovo, la Russie, qui soutient Belgrade de façon ouverte, de même que la France, qui le fait plus discrètement, ne pouvaient le voir qu'avec bienveillance. Quant aux Etats-Unis, ils l'ont toléré jusqu'à un certain point. En fait, jusqu'au point où les succès militaires serbes et le développement des ambitions de Belgrade sont devenues une véritable menace pour l'équilibre de Dayton. Les Etats-Unis ne pouvaient donc plus rester sans réagir. Ceci, d'autant que l'impérialisme allemand, de son côté, ne s'est pas gêné pour soutenir en sous-main les Kosovars armés de l'UCK, via la Suisse et l'Albanie.

Une avancée serbe constitue toujours une entrave à l'expansion allemande, c'est bien pourquoi Bonn appuie sans hésitation l'initiative de l'OTAN contre la Serbie, ce qu'a encore confirmé son futur nouveau chancelier Schröder. L'Allemagne a d'ailleurs reçu le coup de main diplomatique du Vatican, le pape s'étant rendu début octobre en Croatie, afin de faire contrepoids aux déplacements successifs de l'émissaire

américain Holbrooke en Serbie et au Kosovo.

Quant à la France, son seul point d'appui reste la Serbie. Il ne faut pas s'étonner si elle semble tourner casaque et paraît se ranger derrière les décisions de l'OTAN. Elle ne fait que se positionner pour mieux rester dans la course, et surtout, pour tenter de saboter la politique américaine. D'ailleurs, la France a déjà ouvertement fait savoir qu'elle ne voulait pas " *que soit considérée comme automatiquement déclenchée une escalade de l'OTAN* ". Il faut se souvenir par ailleurs des faux discours et de la duplicité qui caractérise sa diplomatie. Ainsi, sous couvert de l'ONU, la France, qui était officiellement en mission en Bosnie pour protéger les enclaves musulmanes, n'a fait par le passé que favoriser en pratique les offensives serbes et les massacres, dont celui tristement célèbre de Srebrenica !

Pour les Etats-Unis, la situation est donc rendue plus difficile et contradictoire, en lien avec le déclin de leur leadership. Ce sont eux qui, nécessairement, se trouvent au coeur du dispositif et qui se posent comme orchestrateurs d'une éventuelle intervention contre la Serbie. Leur but est certes de la rappeler à l'ordre, de lui imposer de rester à sa place, mais il ne saurait être question pour eux de l'écraser, et encore moins d'encourager les velléités indépendantistes des différentes provinces serbes, sous peine d'avantager directement l'Allemagne. Les Etats-Unis sont donc contraints de tenter de maintenir un *statu quo* illusoire, celui des principes de Dayton !

C'est l'ensemble de toutes ces forces contradictoires qui expliquent que, malgré les grandes déclarations hypocrites des hauts dignitaires en faveur du " droit ", aucune intervention n'a eu lieu pour l'instant. Mais quelles que soient les décisions prises par l'OTAN, une chose est sûre, il n'y aura pas plus de " paix " et de " stabilité " demain !

W (20 octobre)

KW (17 octobre)

La dénonciation de la barbarie capitaliste au coeur de l'intervention des révolutionnaires

Nous avons reçu une lettre d'un lecteur critiquant la façon dont le CCI dénonce les horreurs du système capitaliste. Nous reproduisons ici de larges extraits de sa prise de position :

"Camarades... Je lis vos publications depuis bientôt deux ans ; pendant une période, j'en ai même lu beaucoup en peu de temps. J'ai remarqué, après six ou huit mois que ça me cassait le moral, et que je n'avais plus envie d'en lire. D'ailleurs, j'en ai survolé ensuite plus que lu... Avec du recul, je trouve qu'il y a dans vos publications un ton, un certain vocabulaire qui ne me plaît pas, que je trouve trop "fin du monde". Je suis d'accord avec la plupart des positions du CCI... qui, pour moi, fait partie du milieu révolutionnaire et a une analyse très cohérente. Je suis juste dérangé par la forme de vos articles. Ainsi j'ai noté quelques mots qu'on retrouve assez souvent : tragédie, cauchemar, destruction, sanglant, monstruosité. Est-il nécessaire d'employer un tel vocabulaire pour décrire objectivement et sereinement une situation. Si j'écris aujourd'hui, c'est parce que j'ai eu des réflexions semblables d'autres personnes à qui j'ai proposé de lire des textes du CCI. Ils m'ont dit qu'ils avaient du mal à s'y mettre, que ça leur cassait

le moral et qu'ils trouvaient le ton excessif. Je me suis entendu dire, à plusieurs reprises "oui mais sur le fond, ils ont raison". Est-ce qu'il ne serait pas bien d'en rester justement sur le fond ? Moi je pense que oui, et je crois que c'est être matérialiste. J'ai lu de Marx, je ne sais pas exactement où, qu'il disait que l'indignation n'avait jamais été une preuve en soi et que chaque époque avait donné lieu à des indignations. Je pense que les mots comme cauchemar, monstruosité, horreur, misère sont trop subjectifs et pas assez précis pour être des arguments valables... (....). Je ne veux pas être guidé par la rage et j'ai peur que d'employer des mots comme ceux que j'ai cités cultive une hargne inutilement.

Je suis d'accord que la situation est grave, mais je pense qu'il ne faut pas noircir pour faire passer le message aux prolétaires. J'ai peur que ça ait l'effet inverse. J'ai lu de Marx que son foyer était un lieu d'optimisme. Je pense que les révolutionnaires ont lieu d'être optimistes et de le communiquer. Ils ont une vision claire du monde, et savent que quelque chose de merveilleux peut sortir du monde actuel, et que le monde doit, peut être, toucher le fond avant d'en sortir. Ne serait-il pas bien de faire

ressortir cet optimisme, ou au moins de ne pas cultiver ce pessimisme ?"

Notre réponse :

Pour tous ceux qui ont à coeur d'œuvrer à l'émancipation du prolétariat, de participer à son combat pour libérer l'humanité des chaînes du capitalisme, la question de l'intervention est fondamentale : nous voulons saluer le fait que notre lecteur nous écrive, car le courrier est un excellent moyen de débattre et de confronter les désaccords. Toutefois, nous ne partageons pas les critiques qu'il nous porte. Bien que celles-ci se limitent à la tonalité que nous donnons à nos articles pour dénoncer la barbarie et les horreurs du capitalisme, elles renvoient, en fait, à une conception de l'engagement dans le combat de la classe ouvrière qui n'a jamais été celle des marxistes.

Ainsi, nous ne le suivons pas lorsqu'il nous demande "d'en rester sur le fond", c'est-à-dire sur les causes de la barbarie et son dépassement possible à travers l'instauration d'une autre société. Il n'est pas question pour nous de nous laisser aller à oublier que le capitalisme est venu au monde "suant le sang et la boue par tous les pores"

(Marx) et qu'il ne s'y maintient qu'au prix des ravages d'une agonie sans fin.

Les communistes doivent "dresser un acte d'accusation" contre la société bourgeoise, disait Engels. Ce réquisitoire contre la société bourgeoise n'est dicté ni par un quelconque humanisme bêtant ni par un simple mouvement de colère éphémère, mais bien par un esprit militant qui voit dans la misère et l'exploitation de la classe ouvrière "le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne" (Marx).

Même lorsqu'ils s'attellent aux questions les plus théoriques, les révolutionnaires ne laissent jamais de côté le profond sentiment de révolte que leur inspire la société capitaliste qu'ils combattent. Le Capital de Marx en est la plus parfaite illustration puisqu'il combine la mise à nu des lois économiques régissant le capitalisme avec la dénonciation sans concession des conditions d'exploitation que subit l'ensemble des prolétaires de tous âges et de tous sexes. Notre lecteur trouve-t-il qu'Engels dramatisait outre-mesure lorsque, au milieu du siècle précédent, dans son ouvrage *La situation des classes laborieuses en Angleterre*, il écrivait : "Ces pauvres enfants, qui perdent la vie de si effroyable manière [car livrés à eux-

mêmes en l'absence de leurs parents rivaux 18 heures par jour dans les bagnes salariés], sont vraiment les victimes de notre désordre social, et des classes qui ont intérêt à ce désordre. Et cependant, on peut se demander si cette mort douloureuse et horrible n'a pas été un bienfait pour ces enfants en leur épargnant une vie longue et lourde de peines et de misères, riche en souffrances et pauvre en joies. Voilà où l'on en est en Angleterre et (...) j'accuse [la bourgeoisie] carrément d'assassinat social."

Soixante ans plus tard, face au déclenchement de la barbarie de la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg, dans sa *Brochure de Junius*, se livre à une attaque sans merci et passionnelle du capitalisme et de l'ennemi de classe. Loin de constituer un facteur de démoralisation du prolétariat, cette brochure était au contraire destinée à l'armer politiquement dans sa compréhension de la dynamique du système capitaliste et à galvaniser sa détermination pour l'abattre. Ce n'est pas différemment que nous concevons la fonction de notre presse.

Nous pensons ainsi avoir montré, à travers des exemples empruntés à la meilleure tradition du mouvement ouvrier, qu'il n'était vraiment pas de mise de vouloir opposer "l'optimisme du foyer de Marx" à un prétendu pessimisme cultivé par le CCI. Aujourd'hui comme hier, dans leur combat, les ouvriers n'ont pas besoin d'être rassurés ou consolés comme si l'on s'adressait à des enfants. Les révolutionnaires ont pour tâche de mettre en évidence, et ce de manière lucide, l'état du rapport de force et les véritables enjeux de la lutte de classe.

Or, sur ce plan également, notre lecteur, contrairement à ce qu'il affirme, n'est pas d'accord avec nos analyses des enjeux de la situation lorsqu'il pense que nous noircissons cette dernière à dessein pour faciliter la prise de conscience des prolétaires. C'est lui qui, en fait, sous-estime la gravité de la situation actuelle, soit parce qu'il n'a pas vraiment conscience de la dynamique du capitalisme en crise vers le néant, soit parce que cette réalité l'effraie et qu'il essaie de se voiler la face. La mise en évidence des menaces que le capitalisme fait courir à l'humanité ne peut apparaître pour du pessimisme qu'à celui qui, au mieux nourrit des illusions sur la situation actuelle, au pire cherche à perpétuer l'ordre existant.

Comme pour absoudre son propre système de l'oppression criminelle qu'il impose à l'humanité, la bourgeoisie verse des larmes de crocodile sur certaines de ses manifestations les plus sordides. Les marxistes, eux, afin de lutter contre toutes les entreprises bourgeoises de banalisation de la misère et de résignation de la classe ouvrière face à celle-ci, estiment de leur devoir de "rendre la honte encore plus honteuse en la livrant à la publicité", selon l'expression de Marx.

Sans cette impitoyable dénonciation des horreurs perpétrées par le capitalisme, la lutte pour une société communiste ne serait qu'une pure utopie, perdant de vue les circonstances mêmes qui mettent la classe ouvrière en mouvement pour la défense de ses conditions d'existence et pour son émancipation. C'est le point de départ obligé de la propagande révolutionnaire qui doit montrer la nécessité et la possibilité de la révolution communiste mondiale.

BA

PARASITISME

Mouvement Communiste contre la Gauche communiste

La bourgeoisie a développé depuis quelques années une insidieuse campagne de calomnies contre le courant de la Gauche communiste, basée sur la prétendue "collusion" entre ce courant et l'extrême-droite fascisante et antisémite. Du *Figaro* au mensuel trotskiste *Rouge*, du quotidien *Le Monde* au magazine *Les Inrockuptibles*, de "l'humaniste" Vidal-Naquet à l'ex-gauchiste Bihr, journalistes et plumitifs bourgeois de tous bords se sont déchaînés pour dénoncer ce qu'ils appellent "l'ultra-gauche", qualifiée de "courant fondateur" des thèses "négaționnistes" (qui remettent en cause la réalité des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis). La cible privilégiée de cette campagne a été la brochure publiée en 1960 par

Dans notre presse (cf. *Revue Internationale* 88 et 89, *Internationalisme* 221-224 et 235), nous avons déjà dénoncé les objectifs des mensonges qui assimilent les positions politiques de la Gauche communiste face à la Seconde Guerre mondiale à du "négaționnisme" : "Le premier est de salir et de discréditer aux yeux de la classe ouvrière le seul courant politique, la Gauche communiste, qui refusa de céder à l'Union sacrée face à la seconde guerre mondiale. (...). Le second objectif s'inscrit dans l'offensive idéologique qui veut faire croire aux prolétaires que la démocratie bourgeoise serait, malgré ses imperfections, le seul système possible et qu'il leur faut donc se mobiliser pour la défendre." (*Revue Internationale* 89). En conséquence, le CCI a appelé toutes les organisations révolutionnaires à réagir de façon solidaire et unie contre cette attaque de l'État bourgeois et a salué en particulier la prise de position intransigeante du Parti Communiste International (PCI, éditant en France le journal *Le Prolétaire*) en défense de Bordiga et de la brochure *Auschwitz ou le grand alibi* contre les calomnies des scribeurs aux ordres.

Il y a quelques mois *Mouvement Communiste* (MCo) a réédité *Auschwitz ou le grand alibi* accompagnée d'un texte : "Ouvrir la réflexion sur *Auschwitz ou le grand alibi*". Ce texte, qui se présente apparemment en opposition à la campagne calomniatrice, est en réalité une

argumentation pernicieuse visant à discréditer l'analyse marxiste sur le fascisme et à semer la confusion parmi les éléments en recherche.

MCo soutient "Auschwitz ou le grand alibi" comme la corde soutient le pendu

En effet, la longue "réflexion" de MCo qui prétend réfuter "les erreurs théoriques" de *Auschwitz ou le grand alibi*, qui seraient "l'expression de la faiblesse de l'analyse théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire sur ces sujets" – rien moins que cela – ne se révèle être en fin de compte que le prolongement des attaques anti-marxistes déchaînées par la presse bourgeoise. Et c'est avec raison que le PCI (*Le Prolétaire* n°444) a vigoureusement dénoncé ce "soutien critique" au texte de 1960. L'examen serré fait par *Le Prolétaire* des "erreurs", soi-disant relevées par MCo dans le texte à travers une "confrontation avec la réalité concrète", met clairement en évidence que les prétentions critiques de ce groupe sont un bluff pur et simple : "Non seulement il n'est capable d'apporter aucun argument véritable contre ce que nous avons écrit, mais en fait il n'essaye même pas d'en trouver, préférant finalement déformer notre analyse de la façon la plus outrancière" (*Le Prolétaire* n°444). Et nous rejoignons pleinement les conclusions du *Prolétaire* lors-

le Parti Communiste International (PCI), *Auschwitz ou le grand alibi*, dans laquelle cette organisation défend la position internationaliste des révolutionnaires face à la Seconde Guerre mondiale : les deux camps belligérants, fasciste et antifasciste, sont les deux faces de la barbarie capitaliste. En particulier, l'analyse développée dans cette brochure et largement argumentée par des faits historiques irréfutables – analyse dont se réclame le CCI et toutes les organisations du courant de la Gauche communiste – dénonce la complicité des démocraties occidentales qui, de façon délibérée, ont laissé faire le massacre des Juifs par le régime nazi.

qu'il identifie la fonction du texte de MCo : "Mais la réalité est que MCo, malgré, ou plutôt grâce à ses affirmations vraiment culottées de fidélité aux principes marxistes et de solidarité avec notre texte, veut faire passer pour "communiste" des positions anticommunistes empruntées aux pires idioties de l'idéologie bourgeoise : ce n'est plus la lutte des classes mais la lutte des "idéas" qui est à la base des grands événements historiques ; la situation serait comparable à celle des années 30 qui ont vu la victoire du fascisme."

Ce qui constitue la spécificité de la "réflexion" de MCo, ce qui rend les attaques de MCo contre l'analyse marxiste sur la question de la Seconde Guerre mondiale particulièrement pernicieuses, le PCI le signale avec pertinence, c'est que MCo "ne les porte pas au nom de la démocratie, mais au nom du communisme" (*Le Prolétaire* n°444), et qu'il vise donc directement à jeter le discrédit sur la Gauche communiste. Et l'attitude dévoilée ici n'est ni passagère, ni ponctuelle, mais elle constitue l'essence même de la méthode et des objectifs de ce groupe, dans les axes qu'il se donne pour son action politique :

- engager une "révision" du travail théorique "défectueux" de la Gauche communiste,
- s'imposer comme le pôle de référence international des révolutionnaires,

- détruire le "vieux" milieu prolétarien "sclérosé".

MCo a la prétention de se présenter comme seule (sic) alternative crédible aux groupes actuels du milieu politique prolétarien, qui, eux, sont assimilés aux sectes : "Notre perspective est donc le développement de ce processus d'unification et la constitution d'un pôle de référence international, réelle alternative, politique, organisationnelle et militante au marais centriste auto-nommé "milieu révolutionnaire" (MCo n°0, p.14).

La solidarité de MCo avec l'ultra-gauche libertaire

A quoi mène cette prétention de MCo à constituer le pôle de regroupement international apparaît bien vite dans sa pratique. L'attitude de dénonciation intransigente des groupes de la Gauche communiste y est en net contraste avec un ton bien plus conciliant envers l'ultra-gauche libertaire. Si en parlant des "erreurs" relevées dans *Auschwitz ou le grand alibi*, il n'hésite pas à dire : "Il serait stupide de les passer sous silence au prétexte qu'il faudrait faire bloc sans broncher face à l'ennemi" (Suppl. au n°7, p.33), par contre, concernant des éléments de l'ultra-gauche comme Gilles Dauvé et Serge Quadrupani, MCo précise : "En rai-

(SUITE PAGE 4)

VIE DE L'ORGANISATION

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -
BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 Caracas 1020-A -
VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106,
10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869,
London WC1N 3XX -
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 2216
CH-8026 Zürich SUISSE

REVOLUCION MUNDIAL
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

COMMUNIST INTERNATIONALIST
(publication en langue Hindi)
POB 25, NIT, Faridabad 121 00.
HARYANA INDIA.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE
(12 numéros du journal) : FRANCE :
100 F - ETRANGER : 100 F - PAR
AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F -
PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ
(journal + revue) : FRANCE : 170 F -
ETRANGER : 170 F - PAR AVION :
210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre
presse autour d'eux, nous proposons les
modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- *Revue internationale* : abonnement à
2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point
d'autres possibilités.
Versement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de RI -
CCP523544Y-Rouen, à adresser
à la boîte postale de RI :

RI - Mail Boxes 153
108, rue Damremont 75018 PARIS

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des
réunions publiques et des **permanences** dans plu-
sieurs villes.
Alors que, dans les **réunions publiques**, les discus-
sions s'organisent autour d'un thème précis introduit
par un bref exposé de notre organisation, dans les
permanences, le débat se développe à partir des ques-
tions et préoccupations des participants (actualité, his-
toire du mouvement ouvrier, approfondissement des
positions politiques, etc.)

RÉUNIONS PUBLIQUES

**EFFONDEMENTS MONÉTAIRES,
RÉCESSION MONDIALE**
**Une seule réponse
à la faillite
du capitalisme :
la lutte de classe**

LYON : le samedi 7 novembre à 15h
C.C.O. 39, rue G. Courteline,
Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt
Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 7 novembre
à 20h30.**
Rendez-vous à partir de 20h15 à la
sortie du M° Chartreux.

PARIS : le samedi 7 novembre à 17 h,
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-
Choisy.

**TOURS : le samedi 14 novembre
à 15 h**
9, place de la Tranchée (en haut de l'av.
de la Tranchée).

LILLE
Permanence le samedi 21 novembre à 14 h 30 à la
MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse le dimanche 8 novembre de 11h à
12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle
de la rue Racine ou rue du Marché à l'angle de la rue des
Sarrazins.

LYON
Permanence le samedi 7 novembre, de 18h à 21h au
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37,
38, arrêt Antonins).
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le
3^e vendredi du mois de 17 h 15 à 18 h 15.

MARSEILLE
Vente de la presse le samedi 7 novembre de 11h30 à
12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à la rue
Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES
Permanence le samedi 28 novembre à 17 h à la salle de
la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier
Mellinet).

PARIS
Permanence le samedi 28 novembre, de 18h à 20h au
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Vente de la presse au marché d'Aligre (place d'Aligre,
Paris 12^e, M° Ledru-Rollin), le 2^e dimanche du mois, de
11h45 à 13h.

ROUEN
Vente de la presse le dimanche 8 novembre de 11 h à 12
h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

TOULOUSE
Permanence les vendredis 6 novembre, 20 novembre et
11 décembre à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-
Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des
Demoselles).
Vente de la presse les dimanches 8 novembre, 22
novembre et 6 décembre de 10h30 à 12h, au marché aux
Puces (place St-Sernin), et les dimanches 15 novembre
et 13 décembre, de 11h à 12h30 au marché aux légumes
(Jeanne-d'Arc.)

TOURS
Permanence le samedi 14 novembre à 18h, 9 place de la
Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).
Vente de la presse le deuxième samedi du mois, de
10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-Des-Corps,
place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolu-
tionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques.
C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs,
tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la
diffusion de nos publications, comme certains nous
l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent
disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes
rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les
rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les

difficultés auxquelles se heurte le prolétariat au-
jourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse
soit déposée dans les librairies ou dans les kios-
ques, et il est souhaitable que toutes les énergies se
mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la
diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renou-
veler nos appels à ce que des critiques ou commen-
taires nous parviennent.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

Souscriptions

B. (Montpellier) : 250, G. (Paris) : 300, C. (Laroche) :
30, K. (Strasbourg) : 100, P. (GB) : 30, P. : 130, T
(Alsace) : 130, B. (Strasbourg) : 230, Y. (Paris) :
330; D. (Rouen) : 300

Toulouse : Réunion publique du 25 septembre :
R : 200, Mi : 200, Dan : 50, F : 30, Serge : 40,
Ge : 100, U : 84, B : 185
Paris : Permanence du 3 octobre : Goupil : 170.
Permanence du 17 octobre : Al : 100, Alb : 100,
Goupil : 107.

TOTAL : 3196

BROCHURES DU CCI

La décadence du capitalisme
(15 F + frais d'envoi : France 8F/Etranger 18F).

**Les syndicats contre la classe
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

**Le trotskysme contre la classe
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
(15 F + 8F/18F)

**Organisation communiste
et conscience de classe**
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période
de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie
(80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise
(120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme
(20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (15 F + 8 F/18F)

**Luttes dans la fonction publique
de décembre 95**
Une victoire pour les syndicats, une défaite
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

La prétendue "paranoïa" du CCI
(tomes I et II) (25 F et 40F + 8 F/18F)

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International
Revue
Internationale/ 95
4eme trimestre 1998 15ff / 100 fb

**AGGRAVATION DE LA CRISE,
MASSACRES IMPÉRIALISTES EN AFRIQUE**
Après l'Asie, la Russie et l'Amérique latine
**LA CATASTROPHE ÉCONOMIQUE ATTEINT
LE COEUR DU CAPITALISME**
Conflits impérialistes
UN NOUVEAU PAS DANS LE CHAOS
Berlin 1948
**EN 1948, LE PONT AÉRIEN DE BERLIN
CACHE LES CRIMES DE L'IMPÉRIALISME ALLIÉ**
Révolution allemande, X
**LE REFLEX DE LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE
ET LA DÉGÉNÉRESCENCE DE L'INTERNATIONALE**
Le communisme n'est pas un bel idéal,
il est à l'ordre du jour de l'histoire, V
**1919 : LE PROGRAMME DE LA DICTATURE
DU PROLÉTARIAT**
Gauche communiste d'Italie
**"PARMI LES OMBRES DU BORDIGUISME
ET DE SES ÉPIGONES"**
(Battaglia Comunista)

QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS : Contact -
rue Lepneveu
BESANCON : Les
sandales d'Empédocle -
95, Grande Rue.
BORDEAUX : Le
Roi Lire - rue S^{te}-
Catherine.
BREST : Maison de la
Presse - 64, rue Jean-
Jaurès.

CLERMONT-FD : Le
Papyvire - 3, rue de l'Ente.
Maison de la Presse - place
de Jaude.
DIEPPE : Maison de la
Presse - 102, Grande-Rue.
DUNKERQUE : Maison
de la Presse - 34, rue
Poincaré.

GRENOBLE : Le
Sphinx - 6, rue
Brocherie. L'Encre
sympathique - 6, rue
Saint-Laurent.
LAVAL : Point presse
Centre Cst La
Mayenne.
LE HAVRE : Presse
des Halles - 27, place
des Halles-Centrales.

LILLE : Galerie - 57, rue
de Béthune. Le Comte de
Monte-Cristo -
C.commercial V2
Villeneuve-d'Ascq.
LYON : La Gryphe - 5,
rue Sébastien-Gryphe (7^e).
La Proue - 15, rue
Childebert (2^e).
MARSEILLE : Odeur du
Temps - 35, rue Pavillon
(1^{er}).

MARTIGUES : Librairie
Bellevue - 5, Bd Degut.
MELUN : La Porte
Ouverte - 19, rue du G^{al}-de-
Gaulle.
MONTAUBAN : Maison
de la Presse - rue de la
République.
MONTPELLIER :
Librairie Sauramps-Le
Triangle - Allée J-Milhaud.

NANTES : Vent
d'Ouest - 5, pl. du Bon-
Pasteur. Lanoë - 2, rue
de Verdun. Librairie
des Boulevards - 20, bd
des Anglais.
NICE : Le Temps de
Vivre - 50, bd de la
Madeleine.
ORLEANS : Temps
Modernes - rue N-D-de-
la-Délivrance.

PARIS : L'Herbe Rouge
- 1 bis, rue d'Alésia (14^e).
La Brèche - 9, rue de
Tunis (20^e). Le Point du
jour - 58, rue Gay-Lussac
(5^e).
SAINT-ETIENNE :
Librairie de Paris - rue
Michel-Rondet. Utopia -
rue Pierre-Berard.
SAINT-NAZAIRE : Le
Temps de Vivre - 71, rue
Jean-Jaurès.

TOULON : Hall de
Presse - bd M^{re}-Leclerc.
TOULOUSE : Toulouse
Presse - 60, rue Bayard.
FNAC - 81, bd Carnot.
Les Arcades - pl. du
Capitole.
TOURS : Librairie -
104, rue Colbert.

Le parti stalinien contre la reprise de la lutte de classe (1968-1978)

Le mois dernier, nous avons évoqué comment le parti stalinien français, devenu un parti bourgeois dans les années 30, pur produit spécifique de la contre-révolution, s'est opposé à la reprise internationale des combats de classe, en particulier à travers mai 1968. Nous avons déjà mis en avant comment, en France, il a contribué à développer, à travers le "programme com-

mun", une nouvelle arme pour dévoyer systématiquement la combativité prolétarienne et saboter la remontée des luttes ouvrières derrière la perspective d'un gouvernement de gauche.

En 1968, le PCF se retrouve confronté à une autre épreuve : son attitude par rapport à la politique menée à Moscou, notamment l'intervention des chars du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.

Le PCF devant l'intervention du bloc russe en Tchécoslovaquie

En Tchécoslovaquie, émerge en janvier 1968, sous l'égide d'un vieux routier du stalinisme, Dubcek, une nouvelle tentative de la part de fractions bourgeoises au sommet de l'appareil d'Etat d'assouplir le stalinisme. Dès son arrivée au pouvoir, Dubcek entreprend de promouvoir une série de "réformes démocratiques", sous la bannière d'un "socialisme à visage humain". Mais cette entreprise dans laquelle le prolétariat ne joue aucun rôle est d'autant plus rapidement intolérable pour le Kremlin qu'elle intervient dans le cadre de "démocraties populaires" entièrement inféodées à l'URSS et qu'elle menace directement l'équilibre du bloc, en ouvrant dans ce glacis une faille exploitable par le bloc adverse.

Dans cette situation, le PCF tente d'abord de jouer un rôle de médiateur, en particulier avec Waldeck Rochet qui, tout en manifestant une certaine sympathie pour les "réformes démocratiques" de l'équipe Dubcek, condamne fermement tous les aspects qui risquent de menacer les bases du régime. Les 15 et 16 juillet 1968, W. Rochet se rend à Moscou : il y reçoit les consignes des dirigeants russes puis se rend à Prague le 19 où il reproche à Dubcek son "manque de fermeté vis-à-vis des éléments anticomunistes". Cette tentative de conciliation "échoue" mais, en tant qu'émissaire du Kremlin, le PCF lance bel et bien un avertissement clair aux dirigeants tchèques. Cependant, le 27 juillet, il plaide encore pour un règlement des problèmes "entre partis frères" par la voie de la négociation. Et quand le 21 août, les forces du Pacte de Varsovie, à l'exception notable de la Roumanie (1), interviennent en Tché-

coslovaquie, le bureau politique du PCF exprime le jour même "sa surprise et sa réprobation". Mais, dès le lendemain, ce désaveu s'atténue en simple "désapprobation". Rapidement, sous la pression intense de l'URSS et à l'instigation du tandem Georges Marchais-Jeanette Thorez-Vermeersch, le PCF fait marche arrière. Dès le début septembre, le PCF "couvre" l'intervention russe et réaffirme ses relations privilégiées avec l'URSS. Il feint même de croire à un accord de plein gré du PC tchèque pour l'invasion des chars "rendue nécessaire face aux menées dangereuses des éléments anticomunistes". Dans les semaines suivantes, les dirigeants français du PC multiplient les déclarations pour condamner toute forme "d'antisoviétisme". En novembre, après la venue d'une délégation à Moscou, le PCF approuve officiellement "la normalisation" et finit par cautionner pleinement l'intervention du bloc russe en Tchécoslovaquie. Il se fait même l'apôtre le plus zélé de la convocation d'une conférence internationale pour sceller "l'unité du mouvement communiste" qui se tiendra finalement à Moscou en juin 1969 et débouchera sur un resserrement des liens des PC face au bloc américain (entraînant d'ailleurs l'excommunication de la Chine maoïste en train de se rapprocher des Etats-Unis). A regarder de plus près les aléas des prises de position du PCF vis-à-vis des opérations de "maintien de l'ordre" à l'intérieur de son bloc entreprises par le "grand frère" russe, un constat s'impose. Face à des enjeux impérialistes entre les deux blocs rivaux, le PCF peut se permettre d'être plus ou moins "critique" envers l'URSS, selon comment

souffle le vent. Par contre, pendant la longue et chaotique période où, entre 1953 et les années 80, le prolétariat des pays de l'Est tente péniblement de se dégager de l'étau de la contre-révolution et du talon de fer stalinien, il ne connaît aucun état d'âme lorsqu'il s'agit d'écraser les luttes de la classe ouvrière. C'est pourquoi les hésitations du PCF vis-à-vis de l'intervention russe en Tchécoslovaquie contrastent avec son soutien inconditionnel à l'écrasement du prolétariat en Hongrie douze ans auparavant. Ce n'est là nullement le signe d'une quelconque "évolution interne" du parti et de son appareil. La meilleure preuve allait être apportée par l'attitude et les prises de position édifantes du PCF vis-à-vis de la Pologne. En 1970 et

1976, lors des combats du prolétariat polonais, le PCF brille surtout par ses silences et sa discrétion. Il minimise les soulèvements ouvriers, esquivant les prises de position, limite les commentaires. En 1980, il agit de même au début du mouvement, puis s'enhardit à soutenir "du bout des lèvres" les "syndicats libres", pour ne pas se retrouver totalement à contre-courant du soutien qu'apporte à Solidarnosc l'ensemble de la bourgeoisie occidentale. Par contre, il appuie à fond et sans la moindre réserve le coup d'Etat du général Jaruzelski en décembre 1981, et, exactement comme en 1956, salue sans hésitation l'écrasement et la répression du prolétariat polonais, sous prétexte de "prévenir les risques de guerre civile".

Le tournant "eurocommuniste" du stalinisme français

Dès le début des années 70, la remontée des luttes ouvrières entraîne les partis de gauche, et en particulier le PCF, dans une dynamique vers le pouvoir pour dévoyer la combativité ouvrière derrière cette perspective. Dans la mesure où le PCF se porte candidat pour participer au pouvoir d'Etat à travers le programme commun, il lui faut prendre ses distances avec le modèle stalinien de l'URSS et vaincre les très fortes résistances qui subsistent à son égard de la part d'autres fractions bourgeoises.

C'est ce qui explique le tournant de "l'eurocommunisme" du PCF au milieu des années 70. Quand le penchant du PCF vers la défense inconditionnelle du bloc russe se trouve en contradiction avec la défense primordiale des intérêts du capital national, cela l'oblige à prendre à nouveau (comme en 1945-47) ses distances avec l'URSS, en développant un discours idéologique axé sur les "voies nationales vers le socialisme". Cette situation se retrouve au niveau des autres principaux partis staliens d'Europe occidentale qui, pour prétendre participer au gouvernement, sont contraints de prendre leurs distances avec le "modèle russe". C'est le cas en Espagne, où, après la chute du franquisme en 1976, le PCE signe le pacte de la Moncloa, pacte de solidarité gou-

vernementale avec le PSOE. Et c'est surtout encore plus nettement le cas en Italie, où le poids électoral des staliens et la faiblesse du PS italien déterminent un PCI (qui s'est beaucoup plus nettement distancié de Moscou au cours des années précédentes) à s'orienter vers la conquête du pouvoir à travers une alliance avec la démocratie chrétienne au terme d'un "compromis historique". Cependant, cette orientation se heurte au barrage dressé par la politique de blocs issue de Yalta, à travers l'opposition farouche et intransigeante du "parrain américain" qui entend préserver son contrôle stratégique impérialiste sur l'Europe occidentale à travers l'OTAN. De plus, la méfiance des autres partis bourgeois est d'autant plus vive que, s'ils savent bien que les partis staliens sont d'ardents défenseurs du capital national, ils savent aussi qu'ils restent les partisans et les défenseurs les plus résolus et acharnés du capitalisme d'Etat, sous sa forme la plus affirmée, la plus extrême et la plus brutale (2).

C'est pour cela que le PCF en vient en janvier 1976, à travers les déclarations de Marchais à la veille du 22e congrès du PCF, à l'abandon de toute référence à "la dictature du prolétariat". Ce terme n'a dans sa bouche, rien à voir de près ou de loin avec la classe ouvrière. Depuis

près d'un demi-siècle qu'il est devenu un parti bourgeois, le parti de Marchais est totalement étranger à l'organisation du prolétariat en période révolutionnaire pour assurer sa domination et son contrôle politique sur l'ensemble de la société. "L'abandon de la dictature du prolétariat" en termes staliens ne signifie pas autre chose que l'annonce du renoncement à la fidélité à l'Etat russe, et l'ensemble de la bourgeoisie ne s'y trompe pas.

Cette déclaration idéologique n'a qu'un seul but : amadouer et rassurer les autres fractions de la bourgeoisie, ainsi que les couches de la petite-bourgeoisie dont il aspire à gagner les voix au moment des élections, en tentant de les persuader de son sérieux en matière de prise de distance avec le bloc russe.

Dans cette période, le PCF va d'ailleurs jusqu'à "soutenir" le mathématicien dissident Plouich en 1976 et multiplie les critiques contre "les atteintes aux droits de l'homme et à la démocratie" en URSS. Pour la première fois, il admet même officiellement ce qu'il se refusait à reconnaître vingt ans plus tôt, "certaines erreurs commises en Russie sous l'ère de Staline".

C'est aussi à ce moment-là qu'il reprend avec force les discours chauvins et nationalistes, à la manière de Thorez de 1936 et de 1945 : "Tout ce qui est national est nôtre !" pour réaffirmer son attachement à la défense du capital national. Il se lance dans de grandes campagnes idéologiques sur le thème du fameux "produisons français" : "pour acheter français, il faut d'abord fabriquer français." Entre autres exemples, L'Humanité du 10 février 1977 stigmatise le manque de civisme de ces "maîtres de la France qui se permettent de fermer les mines et d'acheter du charbon à l'étranger, de liquider les entreprises françaises et de s'installer à Hong-Kong ou en Thaïlande, de placer leurs capitaux un peu partout et notamment en Suisse, et de laisser des pans entiers de notre économie passer sous domination étrangère." Tandis que les municipalités staliennes, en campagne électorale permanente, multiplient caricaturalement les "rallies de la lutte",

(SUITE PAGE 3)

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : le socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du xx^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front antifasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.